

GRIPPE A(H1N1)

Le nombre de cas se stabilise, mais il faut poursuivre la vaccination, souligne l'Agence de santé

Le pire de la grippe serait passé en Outaouais

Le nombre de cas issus de la deuxième vague de la grippe A (H1N1) pourrait avoir plafonné, estime le patron de l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais, qui encourage toutefois les gens à continuer de se faire vacciner.



LOUIS LAFORTUNE
llafortune@ledroit.com

« On voit définitivement, dans certains indicateurs, une certaine stabilisation de la prévalence du virus. On aurait touché le pic la semaine passée. On ne semble pas en croissance, affirme le président-directeur général de l'agence, le Dr Guy Morissette, qui prend bien soin de préciser qu'il s'agit là d'une « impression » préliminaire. Je ne vous dirais pas que le pire est passé, mais on semble avoir atteint un plateau. »

Lors du point de presse quotidien de l'agence hier, le Dr Morissette a expliqué que l'achalandage dans les cliniques de grippe H1N1 de l'Outaouais a baissé le week-end dernier, de même que les visites aux urgences.

Ce qui ne veut pas dire que les gens ciblés ne doivent pas se

faire vacciner, a-t-il précisé. Il a notamment invité les jeunes ainsi que les personnes de 65 ans et plus sans maladie chronique à se faire vacciner, ce dernier

groupe qui semble plus difficile à rejoindre, non seulement en Outaouais, mais partout au Québec.

« On a encore du pain sur la planche pour vacciner nos groupes cibles. On veut prévenir une troisième vague à tout prix. » L'agence de la santé de l'Outaouais attend d'ici quelques jours environ 50 000 nouvelles doses, ce qui représente sa part des 1,1 million de vaccins que le Québec doit recevoir.

« Au moment où l'on se parle, nous n'avons pas encore les vaccins dans nos entrepôts. On s'attend à les recevoir aujourd'hui ou demain (mardi), a dit le Dr Morissette. À notre avis, mercredi est la journée critique. Il pourrait manquer de vaccin s'il n'y a pas de nouveaux vaccins qui arrivent. »

Population en général

Environ 3500 personnes ont reçu leur dose dans les trois cliniques de vaccination du CSSS

« On a encore du pain sur la planche pour vacciner nos groupes cibles. On veut prévenir une troisième vague à tout prix. »

– Dr Guy Morissette

faire vacciner, a-t-il précisé. Il a notamment invité les jeunes ainsi que les personnes de 65 ans et plus sans maladie chronique à se faire vacciner, ce dernier

groupe qui semble plus difficile à rejoindre, non seulement en Outaouais, mais partout au Québec.



AGENCE FRANCE-PRESSE

vaccination quand on regarde notre moyenne de 4000 à 4500 personnes vaccinées par jour. »

À date, 88 104 personnes ont reçu leur piqûre en Outaouais. « On s'approche tranquillement du 25 % de notre population qui est vaccinée », dit Guy Morissette, tout en ajoutant que l'objectif de 80 % tient toujours.

L'agence ne rapporte aucun autre décès de la grippe en Outaouais depuis celui d'une femme de 58 ans, jeudi dernier, la sixième personne à succomber au virus de la grippe.

Malgré l'accalmie dans les centres de vaccination, l'agence ne

peut encore dire quand exactement elle pourra piquer le reste de la population, c'est-à-dire les personnes sans maladie chronique qui sont âgées de 20 à 65 ans. À Ottawa, les responsables de la santé vaccinent tout le monde depuis mercredi dernier.

Avant de procéder à une vaccination de masse, il faut encore travailler sur les groupes cibles et surtout recevoir les doses nécessaires pour aller dans les écoles, explique M. Morissette. La vaccination de masse sera en branle en décembre, selon lui. « Mi-décembre ou avant, c'est très réaliste de dire ça. La mi-

décembre serait le plus loin. »

Quant à Ottawa, 25 000 personnes ont pu être vaccinées au cours de la fin de semaine, incluant 9000 dans les cliniques des hôpitaux. À date, 250 000 citoyens d'Ottawa ont reçu leur piqûre, ce qui représente 29 % de la population.

La santé publique d'Ottawa a suffisamment de doses pour durer toute la semaine et on s'attend à en recevoir d'autres d'ici là. Le nombre de décès à Ottawa n'a pas changé depuis le 1^{er} septembre. Cinq personnes sont mortes des suites de la grippe A(H1N1).

La campagne risque de ne commencer que lundi

Les écoles de Gatineau se préparent à la vaccination

LOUIS LAFORTUNE
llafortune@ledroit.com

La vaccination dans les écoles de Gatineau et ses environs n'a pas encore débuté, et pourrait être repoussée à lundi prochain.

L'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais attend quelque 50 000 doses du vaccin d'ici les prochains jours, ce qui lui permettrait de vacciner les élèves des écoles sur les territoires du Centre de santé et des services sociaux (CSSS) de Gatineau.

Le président-directeur général de l'agence de santé, le Dr Guy Morissette explique que les commissions scolaires attendent aussi le retour des formulaires envoyés aux parents, jeudi dernier, pour planifier la vaccination.

« Sans dire que c'est un retard, il y a des formulaires qui rentrent ou qui ne rentrent pas. C'est essentiel pour pouvoir planifier la vaccination scolaire. On est train de voir ce qui va se passer, d'autant plus que l'on n'a pas encore

reçu nos vaccins. »

Le Dr Morissette souhaite que la vaccination dans les écoles débute d'ici la fin de la semaine, mais cela dépendra de l'arrivée des vaccins.

Selon le président de la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais, Jocelyn Blondin, la vaccination dans les écoles de Gatineau ne débutera pas avant lundi prochain, 23 novembre. « Ça devait commencer cette semaine. Nous, on est prêts. Mais l'agence attend les vaccins. »

M. Blondin confirme qu'il faut aussi attendre le retour de tous les formulaires. « Ça va déterminer combien d'enfants ont besoin du vaccin et on va organiser le transport en conséquence. »

Du côté de la Commission scolaire des Draveurs, le secrétaire-général Yvon Landry affirme qu'on attend le signal de l'agence de santé. « On est fin prêts. On est train de structurer le transport scolaire et le calendrier. On peut parler du début de la semaine prochaine. On est



ARCHIVES, LeDroit

Dr Guy Morissette

vraiment tributaires de la disponibilité des vaccins. »

À l'extérieur du territoire de Gatineau, la vaccination dans les écoles a débuté la semaine dernière et se poursuit cette semaine à la Commission scolaire au Coeur-des-Vallées ainsi qu'à la Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais.

LEDROIT, LE MARDI 24 NOVEMBRE 2009

2 ACTUALITÉS

GRIPPE A(H1N1)

Sondage Nanos – La Presse sur les principales préoccupations des Canadiens

Les soins de santé supplantent l'économie

L'avenir des soins de santé est revenu en tête de liste des principales préoccupations des Canadiens, conséquence directe des craintes liées à la pandémie de grippe A(H1N1) au cours des dernières semaines.

SONDAGE NANOS - LAPRESSE

QUEL EST, SELON VOUS, L'ENJEU LE PLUS IMPORTANT ACTUELLEMENT AU PAYS ?

	du 7 au 10 novembre 2009	du 10 au 18 octobre 2009	variation
SOINS DE SANTÉ	27,1%	25,5	+1,8%
EMPLOI/ÉCONOMIE	23,6%	29,7%	-6,1%
ENVIRONNEMENT	8,8%	8,2%	+0,6%
ÉDUCATION	3,6%	4,0%	-0,4%
NSP	5,4%	12,7%	-7,3%

(Méthodologie: Ce sondage a été effectué auprès de 1005 Canadiens âgés de 18 ans et plus entre le 7 octobre et le 10 novembre 2009. La marge d'erreur est de 3,1%)

JOËL-DENIS BELLAVANCE
LA PRESSE

Alors que la crise économique figurait au sommet des sources d'inquiétude des Canadiens depuis près d'un an, la santé a repris la tête du palmarès, en grande partie en raison du battage médiatique entourant la propagation de cette maladie, démontre un sondage réalisé par la firme Nanos pour le compte de *La Presse*.

Selon ce coup de sonde, réalisé du 7 au 10 novembre auprès de 1005 personnes, 27,1% des Canadiens se disent inquiets de la qua-

Nanos, Nik Nanos, il s'agit d'un revirement remarquable qui démontre que les Canadiens semblent être plus optimistes au sujet de l'économie en général. Il reste à voir si la tendance va se maintenir.

« Depuis l'automne 2008, l'économie était au cœur des préoccupations des Canadiens. Il est donc majeur que, pour la première fois en un an, un autre enjeu soit évoqué par les Canadiens comme la plus importante source de préoccupation », a affirmé M. Nanos.

« Cela s'explique par plusieurs facteurs. D'abord, les gens sont moins inquiets au sujet de l'éco-

« Depuis l'automne 2008, l'économie était au cœur des préoccupations des Canadiens. Il est donc majeur que, pour la première fois en un an, un autre enjeu soit évoqué par les Canadiens comme la plus importante source de préoccupation. »

– Nik Nanos

lité des soins de santé au pays, un bond de près de deux points de pourcentage par rapport au sondage du mois précédent sur la même question.

L'économie arrive au deuxième rang des inquiétudes des Canadiens avec 23,6%. C'est la première fois que la question des soins de santé devance l'économie comme principale source de préoccupation chez les Canadiens en près de 12 mois.

En octobre, l'économie était toujours en tête des préoccupations des Canadiens avec 29,7%. En mars, la majorité des Canadiens (55%) se disaient troublés par l'état de santé de l'économie canadienne. Du jamais vu en 20 ans.

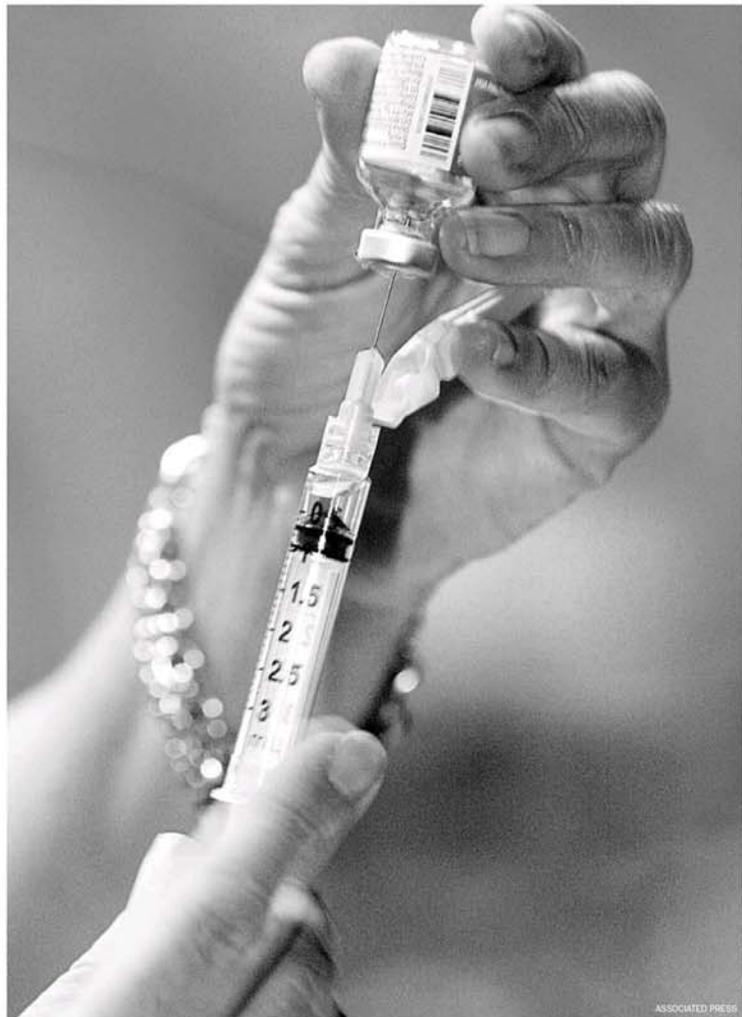
Pour le président de la firme

nomie alors qu'une reprise pointée à l'horizon. Ensuite, toute l'attention accordée à la grippe A(H1N1) a propulsé la question des soins de santé à l'avant-scène de l'actualité en novembre », a ajouté le sondeur.

L'environnement, qui a déjà été la principale source d'inquiétude pour le plus grand nombre de Canadiens (environ 32%) en 2007, n'est cité que par 8,8% des personnes interrogées comme étant un enjeu primordial.

L'éducation arrive au quatrième rang avec 5,4% des gens qui estiment que cette question doit être la priorité du gouvernement.

Ce sondage comporte une marge d'erreur de plus ou moins 3,1%, 19 fois sur 20.



ASSOCIATED PRESS



ARCHIVES, LeDroit

Arrêt!

Stop teaching official languages to middle-aged bureaucrats, says language czar Graham Fraser, and get universities to pre-qualify their students for federal jobs

BY KATHRYN MAY, THE OTTAWA CITIZEN NOVEMBER 24, 2009

Canada's universities should pre-qualify their students for the language requirements of federal jobs to help end the costly cycle of training, testing and re-testing middle-aged bureaucrats, says the official languages commissioner.

Graham Fraser said universities and the government should work together to develop "equivalencies" between their language exams -- like the Europeans do -- so graduates who apply for public service jobs are already tested and "pre-qualified" for the different levels of language proficiency demanded by government.

Fraser's recommendation is among a package of reforms he proposed in a recent study of second-language education at Canada's universities. It also comes as a controversial Public Service Commission audit of a private language school threw the spotlight on the government's testing and training practices.

"It's a sickness," said a longtime language teacher. "Teaching French in Ottawa has nothing to do with learning a language or culture. It's all about passing the test."

An industry of 40 to 50 private language schools has sprung up to cater to that demand. Public servants studying French are typically instructed in how to pass three tests -- reading, writing and oral. Students readily admit language training is as much about exam "strategy" as it is about grammar and vocabulary. Many also admit they lose the proficiency scored on the tests within weeks because they rarely need to use their new language skills.

"I don't know that I am bilingual, but I mastered the test," said one public servant, who estimates taxpayers spent thousands of dollars over two years on training, salary and a replacement's salary. "I can read in French at a confident level and I write acceptably, but I struggle with comprehension and work in a completely English environment where I will never use it."

Fraser, who is not responsible for language testing in government, says he's concerned because few bureaucrats use French at work after spending months off the job and in training to pass the tests. Forty years after the Official Languages Act, "there has yet to develop, except in certain departments, a working environment where both languages have their place every day in the workplace," he says.

Fraser, who wrote a book on bilingualism -- Sorry, I Don't Speak French -- before becoming

commissioner, has long felt universities are the missing link in entrenching bilingualism in the federal workplace.

Because of French immersion, the number of bilingual Canadians peaks at ages 15 to 18, but falls at 18 to 24, where Fraser argues there are "serious and unmet gaps" in language training.

Universities have plenty of language courses, but what's lacking are opportunities for intensive language study in fields such as public administration. Most public administration degrees don't have language requirements for entry or completion and don't have second-language courses using the vocabulary and content of public management. The bilingual University of Ottawa, where students can study in English, French or a combination, is the closest to Fraser's proposal.

Fraser's report does not recommend that public administration programs should make bilingualism mandatory, but he acknowledged it doesn't make sense that the schools produce graduates who don't meet the job requirements of the expected employer. Instead, Canadians pay for the training and testing of senior public servants -- measures that were "temporary" when the act passed.

Fraser argues the time is ripe for government and universities to end costly training of middle-aged bureaucrats.

With the turnover of baby boomers, the government needs a pool of 12,000 to 15,000 new employees a year to fill their jobs, and between 5,000 and 6,000 of those positions are bilingual.

Madeleine Rundle, the language teacher whose small school, Nec Plus Ultra, was at the centre of a damning Public Service Commission audit, said she is being used as a scapegoat for the government's broken training and testing system.

Rundle made a name for her school by teaching her mostly English-speaking public servants to ace the federal government's language tests. About 90 per cent scored so well on reading and writing tests they were exempted from future testing. On average, only eight per cent of anglophones get exemptions.

The success caught the PSC's attention when a student reported her practice tests were strikingly similar to actual tests. The PSC investigated and concluded Nec Plus Ultra had a copy of an old test and the possession of the test threw doubt on whether its graduates are as fluent as their scores indicated. It ordered 115 students re-tested.

The commission is now considering going after the school to recover its costs, including \$1 million for replacement tests in both languages.

Rundle, who acknowledges she instructs her students in "strategies" to pass the test, said the existing system is "ridiculous."

"We are training them to be like parrots when in reality we want them to speak, understand and be at ease.

"The whole system has to be changed. Public servants have to be encouraged to want to learn French and not punished with the threat of losing their jobs or no promotions," she said.

Michel Dorais, a retired deputy minister, said today's test obsession can be traced to 2003 when the Liberals revamped the bilingualism policy to make fluency in both languages mandatory for anyone hired or promoted to a bilingual job. For the first time, failing the test meant losing a job or promotion.

Today, 65 per cent of all jobs in the National Capital Region are bilingual, including all senior executives. Anyone in a bilingual job is retested every five years.

Dorais said this worried him and fellow deputy ministers on the public service's then official languages committee.

He said it was a mistake to let the "demand for test-training" creep into the market. He said managers have to take some responsibility because when faced with losing senior executives while they brush up on language training for "three months in language school or three weeks in testing school, which one would you choose?"

Eliminating tests isn't an option, says Dorais, because that would spell the end of bilingualism in government.

"When we have people trained to pass the test, then we have lost something. Language training is essential, but test training is effectively using taxpayers money to train senior public servants so they beat the rules and that's weird."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

La surface synthétique de soccer et de football est maintenant complétée

Un rêve devenu réalité pour l'Université du Québec en Outaouais

FRANÇOIS PIERRE DUFALT
fpdufault@ledroit.com

La surface synthétique de soccer et de football dont rêvait l'Université du Québec en Outaouais (UQO) depuis plusieurs années est maintenant complétée. Le

terrain pourra accueillir ses premiers joueurs dès le printemps prochain.

Accessible par la rue Belleau, à côté du pavillon Alexandre-Taché de l'UQO, la nouvelle aire de jeu sera homologuée «deux étoiles» par la Fédération internationale

de football (FIFA) et sera conforme pour accueillir des compétitions internationales.

La nouvelle surface synthétique a une superficie de 10548 mètres carrés et ses lignes ont été conçues pour qu'on puisse y disputer des matches des différentes ligues de soccer à Gatineau. «Ce terrain sera une fierté pour notre communauté universitaire en plus de permettre à notre équipe de soccer d'élite, les Torrents, de bénéficier d'une infrastructure de très grande qualité», se réjouit Yves Dupont, le vice-recteur à l'administration et aux ressources de l'UQO.

«Plan B» pour les Jeux du Québec

Le nouveau terrain de l'UQO sera également mis à la disposition de l'organisation de la 45^e Finale des Jeux du Québec, qui sera présentée du 29 juillet au 6 août prochain à Gatineau. Il ne

sera toutefois pas utilisé comme site de compétition, mais plutôt comme un «plan B» au stade Mont-Bleu ou comme site d'entraînement, a indiqué Luc Bard, le directeur adjoint des sports et de la logistique des Jeux.

Le projet de plus de 3,24 millions\$ aura mis plusieurs années à prendre forme. C'est principalement la question du financement de l'infrastructure qui ralenti les élans de l'UQO, le «montage financier ayant été revu à quelques reprises», de signaler Gilles Mailloux, le responsable des relations avec les médias de l'université.

Le gouvernement du Québec a finalement injecté 1,43 million\$ dans le projet et la Ville de Gatineau en a rajouté 1,25 million\$. En échange, la municipalité obtient plus de 2700 heures de jeu par année. Le reste du financement provient du Fonds des Jeux de

la Francophonie 2001, de la Fondation de l'UQO et de différents dons notamment celui de 100000\$ des brasseries Molson.

L'idée d'ériger un dôme hivernal au-dessus du terrain continue de germer mais elle ne demeure qu'un «projet» pour l'instant, précise M. Mailloux. L'UQO préfère attendre d'avoir une évaluation complète des coûts d'un tel projet avant de se prononcer sur sa faisabilité.

Même si sa nouvelle surface synthétique est également conçue pour le football américain, l'UQO n'envisage pas pour l'instant d'avoir sa propre équipe. «Avoir une équipe de football universitaire est une question de gros sous et ce n'est pas dans nos plans immédiats», fait remarquer M. Mailloux.

L'inauguration officielle du terrain aura lieu au printemps prochain.



COURTOISIE, Université du Québec en Outaouais

Le projet de plus de 3,24 millions \$ de l'UQO aura mis plusieurs années à prendre forme.

12 ACTUALITÉS

LA QUESTION DU JOUR

PANDÉMIE OU ÉCONOMIE ?

Êtes-vous davantage préoccupé par la pandémie de grippe A(H1N1) que par la situation économique ?

Envoyer vos opinions par courriel à editorial@ledroit.com, maximum 200 mots. Les lettres doivent être signées avec vos coordonnées complètes. Seuls le nom et la ville de résidence apparaîtront en cas de publication.

CHRONIQUE

GILBERT LAVOIE

collaboration spéciale
glavoie@ledroit.com



Le bateau a quitté le port

Peut-on avoir une discussion de deux heures et demie sur l'immigration sans tomber dans les vieux clichés xénophobes et les chicanes sur les accommodements raisonnables? C'est arrivé samedi, dans un atelier au Conseil national du Parti québécois à Montréal. Il n'y a eu qu'une seule note discordante, lorsqu'un militant a pris le microphone pour demander aux immigrants maghrébins en chômage à Montréal de faire comme les travailleurs de la construction et d'aller gagner leur croûte en région! Ça ressemblait un peu aux discours entendus devant la Commission Bouchard-Taylor, mais ça s'est arrêté là.

On n'a pas trouvé de solution miracle à cet atelier. La commande était grosse: comment répondre aux besoins de main-d'œuvre du Québec sans noyer le caractère français de Montréal dans une immigration massive? Et de là, comment amener les immigrants à s'installer en régions, là où leur intégration à la communauté francophone serait plus efficace?

Ce n'est pas simple d'implanter des néo-Québécois en région quand on ne parvient même pas à convaincre les Québécois de souche d'y rester, surtout si les emplois y sont encore plus rares qu'à Montréal. Les militants y sont allés de plusieurs suggestions, du genre subventions aux entreprises offrant des stages aux immigrants. Mais une fois la liste des idées énoncée, l'économiste Nicolas Marceau, député de Rousseau, a signalé que les mesures proposées coûteraient très cher à un gouvernement déjà très endetté. Pierre Dubuc, du SPQ-Libre, a fait valoir qu'avec l'addition de 500 000 immigrants au cours de la prochaine décennie, il en coûterait encore plus cher de ne rien faire. L'animateur du débat, le député Camil Bouchard, s'est demandé tout haut s'il n'y avait pas, dans les mesures d'accueil proposées, un danger de créer un *backlash* chez les Québécois francophones qui n'auraient

pas accès à l'aide financière gouvernementale offerte pour l'embauche des immigrants.

Bref, on n'a pas chômé à cet atelier et on a constaté à quel point le défi de l'immigration est complexe. C'est d'autant plus complexe qu'on a rejeté d'emblée la suggestion de geler ou de diminuer les volumes annuels d'admissions, qui sont passés de 29 000 en 1999, à 46 000 en 2008.

La loi 101 dans les cégeps

On ne pouvait parler de l'intégration des immigrants et du renforcement du français sans parler du monde scolaire. Cette année, c'est la possibilité d'étendre la loi 101 au niveau collégial qui fait controverse. Les jeunes péquistes et une partie de la députation, appuyés par Pierre Curzi, font pression en ce sens. Pauline Marois a retenu ses applaudissements lorsque les jeunes se sont levés en masse pour appuyer cette idée à la plénière de dimanche. Ses prédécesseurs Lucien Bouchard et Bernard Landry s'y étaient objectés lorsqu'ils dirigeaient le PQ. Jacques Parizeau a émis des réserves dans son dernier livre. Les hautes instances du PQ craignent de plonger le Québec dans une nouvelle querelle linguistique qui le ramènerait 40 ans en arrière, lors des batailles contre les lois 22 et 63.

Pauline Marois a tenté, dans son discours d'hier, de repositionner le PQ dans la mouvance des changements audacieux des années soixante-dix. «Le Parti québécois est de retour avec des idées neuves et avec une volonté de fer. Le Parti québécois doit reprendre l'initiative sur le terrain de l'identitaire».

Saura-t-elle passer de la parole aux actes? La décision sur les cégeps sera déterminante. Avec ce premier colloque, où il ne se prenait pas de décision, le navire péquiste vient de quitter le port, mais il est encore en eaux calmes. C'est plus tard qu'on verra si le capitaine a ce qu'il faut pour le mener à bon port.



Les Jeux olympiques de Vancouver constituent une occasion rêvée de changer l'attitude du Canada face à la question du bilinguisme, selon Marie-France Kenny, présidente de la FCFA.

Langues officielles

Il est temps de remplacer une façon de faire qui a échoué

Il y a peu de temps, on a célébré en grande pompe le 40^e anniversaire de la Loi sur les langues officielles. On a consacré toute une semaine, début septembre, à un rappel des grands moments qui ont marqué les quatre décennies de reconnaissance officielle du français et de l'anglais au Canada. Puis, la fanfare s'est tue, et on est passé à autre chose.

Mais quel reste-t-il de tout cela? A-t-on bien tiré les leçons des quarante dernières années? Ironiquement, à peine une semaine après les célébrations de septembre, le commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, se disait «considérablement inquiet» par rapport à la capacité des aéroports de Vancouver et de Toronto, qui accueilleraient le monde entier lors des Jeux olympiques, d'offrir des services dans les deux langues.

Voilà le symptôme d'un mal beaucoup plus profond, et on ne doit pas laisser se terminer l'année du 40^e de la Loi sans en parler. Ce qui se passe, c'est qu'à plusieurs égards, la façon dont on s'y est pris pour appliquer et faire respecter la Loi sur les langues officielles est un échec. Comment expliquer autrement que seulement un bureau fédéral désigné bilingue sur quatre offre activement des services dans les deux langues aux francophones? Qu'on puisse se faire servir en français par la GRC à un point spécifique sur la Transcanadienne mais pas 10 kilomètres plus loin? Ou que dans des bureaux fédéraux désignés bilingues, trois fonctionnaires sur 10 ne puissent pas travailler dans leur langue même si c'est leur droit?

Or, si on doit parler d'un échec, ce n'est pas la Loi sur les langues officielles elle-même qui est en cause, mais bien la volonté politique et administrative de la faire pleinement respecter, une volonté

qui est déficiente depuis 40 ans. Dans plusieurs cas, la façon d'appliquer la Loi, dans l'appareil fédéral, a été d'en faire le moins possible et de ménager la chèvre et le chou pour ne pas trop déranger, de répondre aux demandes ou aux plaintes au cas par cas et d'attendre un blâme officiel du commissaire avant d'agir.

Doit-on se surprendre dans ce cas si, après 40 ans, les gouvernements se succèdent et toujours, les rapports du commissaire aux langues officielles parlent de plafonnement, de stagnation, de recul, de manque de leadership?

Plus important encore, doit-on se surprendre si trois mois avant les Jeux de Vancouver, les aéroports ne semblent pas préparés à accueillir le monde entier dans les deux langues officielles du Canada, comme ils en ont l'obligation?

Il faut que ça change

À faire les choses de cette façon pendant 40 ans, à avoir le nez collé sur le strict minimum, on en a fini par oublier quels étaient les grands objectifs de la Loi sur les langues officielles: assurer le respect et l'égalité réelle du français et de l'anglais, appuyer le développement des minorités francophones et anglophones au Canada. Il est grand temps qu'on revienne à ces objectifs.

Mais surtout, il est grand temps de tirer les leçons qui s'imposent après 40 ans d'une méthode d'application de la Loi qui, clairement, n'a pas livré la marchandise, et de trouver une façon de faire mieux.

La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada termine une année de réflexion de fond sur cette question. Après 40 ans, nous, les francophones du pays, sommes las de nous faire répondre «Sorry, I don't speak French» ou «Do you

speak English?» lorsque nous tentons d'être servis en français dans un bureau désigné bilingue, lorsque nous voyageons sur Air Canada ou lorsque nous passons à la sécurité à l'aéroport. Nous voulons que les fonctionnaires qui tentent de travailler en français cessent de se heurter à l'inertie ou à l'hostilité de leurs collègues. Nous voulons que nos communautés francophones sentent que les institutions fédérales de leur région connaissent leurs besoins et sont intéressées à y répondre.

Voilà pourquoi la FCFA lance une proposition de réforme en profondeur du régime des langues officielles au Canada. Une nouvelle façon de faire pour assurer que la Loi sur les langues officielles soit enfin pleinement appliquée et respectée, mur à mur. Une main tendue au gouvernement fédéral pour dialoguer sur des manières concrètes de mieux respecter les droits linguistiques des citoyens canadiens.

L'occasion d'agir n'a jamais été aussi parfaite. Sondage après sondage, on voit que la dualité linguistique est une valeur importante pour les Canadiens et les Canadiennes. Il est temps de passer de la parole aux gestes: dans l'esprit olympique, nous pouvons faire mieux. Beaucoup mieux.

Dans le cas des aéroports comme dans tous les cas où la Loi sur les langues officielles n'est pas pleinement respectée, la question est la suivante: choisirons-nous encore une fois de sauver les apparences en faisant le strict minimum ou déciderons-nous enfin de corriger la situation une fois pour toutes? La réponse montrera quel genre de société nous sommes.

Marie-France Kenny
Présidente
FCFA du Canada

Board hears pros, cons on Ottawa school closures

By KENNETH JACKSON, SUN MEDIA

Last Updated: 24th November 2009, 7:47am

The proposed closing of a high school and two elementary schools next September brought out a long line of people to a public school board meeting Monday night.

It was a civilized affair as one after another about 50 parents, student council leaders and other stakeholders began sharing their thoughts with the Ottawa Carleton District School Board about the closures of Rideau High School, McGregor Easson and Parkwood Hills public schools. Not all of the groups were able to speak last night, so the consultation will continue at a second meeting on Wednesday night.

"If you asked us to, we could amalgamate tomorrow," said Angela Arnold, of the Carleton Heights Public school council which stands to benefit if the trustees go ahead and close McGregor Easson.

The closure would see Carleton Heights establish a middle French immersion program starting in Grade 4, increasing a grade per year until Grade 8.

Arnold said it would be a very "Merry Christmas" present if the trustees approve a staff recommendation in a report released last month.

Both schools have been suffering from declining enrolment.

Lorrie Vidalin, school council chairwoman for McGregor Easson, also said she supported the merger.

But McGregor is a small, close-knit school that should be protected, said volunteer Deborah Gorham.

"A community such as this should be treasured. I can't see how it will survive amalgamation," she said.

Students living in the Parkwood Hills catchment area will be transferred to Sir Winston Churchill or Meadowlands public schools according to the report.

There were several delegates against the closure, some threatening to consider other schools in the area not part of the board.

As for Rideau High School, the report suggests closing it would save nearly \$920,000 annually by shipping most of the students to Gloucester High School, with the remaining going to Glebe and Lisgar.

Rideau High is projected to have an enrolment of only nearly 50% of its 966 capacity next year.

There were many against the closure, including students and parents.

A second meeting is to be held tomorrow. Trustees are scheduled to debate the closures Dec. 7 before delivering a decision Dec. 15.

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

1 million cribs recalled across Canada

Infant deaths prompt order

BY SARAH SCHMIDT, CANWEST NEWS SERVICE NOVEMBER 24, 2009

Almost one million drop-side cribs in Canada were recalled late Monday just as the world's standards organization is poised to institute a worldwide ban of cribs with a movable side rail, following multiple baby deaths.

The U.S. Consumer Product Safety Commission announced the massive recall of Stork Craft drop-side cribs, which includes over 1.2 million cribs sold in the U.S.

The cribs, produced by Richmond, B.C.-based Stork Craft Manufacturing Inc., are blamed in four suffocation deaths of babies in the U.S.

Health Canada is aware of three entrapments, none of which was fatal, the U.S. commission said. In total, there have been 43 incidents in Canada and 67 in the U.S.

Some of the recalled cribs, distributed from 1993 to October 2009, were manufactured in Canada. Others were made in China and Indonesia. Some also were sold with the Fisher-Price logo.

The U.S. commission is urging North American parents to immediately stop using the recalled cribs until they receive a repair kit from Stork Craft that converts the drop-side on these cribs to a fixed side.

Health Canada will provide further details today about the remedy for Stork Craft customers in Canada, an official said late Monday.

The crib's drop-side plastic hardware can break or deform and parts can become missing. The drop-side also can be installed upside-down, which can result in broken or disengaged plastic parts.

"All of these problems can cause the drop-side to detach in one or more corners. When the drop-side detaches, it creates space between the drop-side and the crib mattress. The bodies of infants and toddlers can become entrapped in the space, which can lead to suffocation," the U.S. commission said in a statement.

News of the massive crib recall comes just as the global standards organization ASTM International is set to publish new safety standards for cribs that will result in a de facto ban of drop-side cribs in Canada and elsewhere.

"The latest designation of the crib standard ... no longer contains provisions that allow movable side rails on full-sized cribs," Len Morrissey, director of ASTM International's technical division, said on

Monday.

Retail giant Toys 'R' Us, anticipating the change in cribs standards, already stopped ordering drop-side cribs from manufacturers in March "out of an abundance of caution." Company spokeswoman Jennifer Albano added she expected inventory to be gone from all Canadian and U.S. stores by next month.

Meanwhile, almost every drop-side crib that has been shipped to Sears Canada since October by its main supplier, Stork Craft, has been modified so that all drop sides are permanently fixed in the up position.

Spokesman Vincent Power said the chain continued to sell one model of a drop-side crib by another supplier, but Sears Canada expects the inventory to be sold by year's end and no more have been ordered.

ASTM International's new standards, approved officially on Nov. 15, are considered voluntary safety guidelines, but manufacturers are expected to follow them because the major industry players were involved in their development and signed off on the proposal in March.

Drop-side cribs have been popular with parents over the years, especially with people who are short or have bad backs. However, government regulators, charged with investigating the deaths of babies in these cribs, have noticed a problem with the rail that moves up and down, designed to help parents place their child in the crib or to take them out.

Kiley Johnstone and her husband, from Sault Ste. Marie, liked the drop-side feature of the crib they purchased over a year ago in anticipation of the arrival of their first child. Today, they use it every day for their 13-month old son.

"He's really heavy and he's a year (old) now, so he has to be on the lower setting. It's really hard on the back to get him down there," Johnstone said.

Crib regulations in Canada and the U.S. still allow the sale of drop-side cribs, but ASTM's move to make full-sized cribs with a drop-side a violation of voluntary safety standards means a de facto ban is coming into effect.

Over 4.6 million other cribs, some blamed for the suffocation of babies, already have been recalled in the U.S. since 2007; in Canada, more than 500,000 have been recalled.

ASTM International, based in Pennsylvania, is one of the world's largest standards developing organizations and prides itself on developing consensus standards. The independent organization, which includes more than 140 technical committees, publishes standard test methods and specifications for thousands of products, including cribs, paints, medical devices and electronics.

Two men robbed at knifepoint near Algonquin College

THE OTTAWA CITIZEN NOVEMBER 24, 2009

Two men were robbed at knifepoint near Algonquin College's Woodroffe campus on Monday at about 7 p.m. One of the victims was punched in the face and his laptop was stolen. Police are

looking for three black men between the ages of 18 and 22. One suspect wore a black-and-red ball cap with the letter C on it, while another wore a puffy black jacket and black pants. Two of the suspects were taller than the third. All three suspects fled the area on foot towards Parkglen Drive off Woodroffe Avenue, police said. The victim did not require treatment for his injuries. Anyone with information about this incident is asked to call the Ottawa police

robbery office at 613-236-1222, ext. 5116, or CrimeStoppers at 1-800-222-8477.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Afghan schools under attack

Hundreds die as Taliban target facilities to send a message

BY LAURA STONE, CANWEST NEWS SERVICE NOVEMBER 24, 2009



A girl sits outside her classroom at Syed Pasha school, built by Canadian troops, near Kandahar Airfield in September. Schools for girls in Afghanistan are targeted for attacks.

Photograph by: Finbarr O'Reilly, Reuters, Canwest News Service

The number of attacks on Afghanistan's schools -- especially girls schools -- is on the rise, a report released Monday shows.

Between January 2006 and December 2008, there were 1,153 attacks on Afghanistan schools, including poisonings, murders and rocket and grenade attacks. In 2008 alone, there were 670 attacks, more than in the two previous years combined.

According to the Afghan Ministry of Education, 230 people died as a result of attacks between 2006 and 2007.

At the beginning of 2009, 670 schools from across the country were shut down, with 65 to 81 per cent of schools in the southern provinces closed because of security concerns.

Despite the fact that only 19 per cent of Afghanistan's schools are for girls, they continue to be targeted, making up 40 per cent of all schools attacked, says the report released by non-governmental organization CARE International in conjunction with the government of Afghanistan and the World Bank.

It is the first study to take a comprehensive look at school attacks and to offer suggestions about how to better the education system in Afghanistan.

More than 1,000 community members, educators and students were interviewed for the report, which said education should become Canada's top priority.

"Everyone knows that education is key to success in Afghanistan, and it is critical for the country, but no one wants to be building schools to see them burn down or blown up," said Kevin McCort, the president and CEO of CARE Canada.

McCort said girls' schools were often attacked as a "symbolic" gesture by insurgents who wanted to send the military or foreign governments a message. Criminal groups, tribal infighting, and individuals from the community have also contributed to attacks.

So far, Canada has built five schools in Afghanistan, has 28 under construction and plans to build or renovate 50 schools in Kandahar province by 2011.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Demand for flu vaccine still strong

THE OTTAWA CITIZEN NOVEMBER 24, 2009

Demand for flu vaccinations is still strong in Ottawa, and the supply is holding out, at least for now.

Most of the public clinics have been fully booked hours before their doors open.

Clinics in Kanata, Orléans, City Hall, Jim Durrell Arena and Barrhaven, as well as the Constellation (Centrepointe) clinic, which opens later in the day, were all fully booked before 1 p.m. Monday.

There were still nearly 200 wristbands available at Tom Brown Arena in the early afternoon, but they ran out soon after the 2:30 p.m. opening. That clinic and the one in Vanier have generally been slower to fill up than the other clinics.

There are approximately 100 family doctors also offering H1N1 flu shots, but their vaccine supplies vary and some are still restricting the shots to children and adults with medical problems.

The city's medical officer of health, Dr. Isra Levy, said vaccine supply should be enough to meet the city's needs "this week," but it would help to have more.

Online: Find the latest information at ottawacitizen.com/flu

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Speakers queue to save schools

Futures of Rideau, McGregor Easson, Parkwood Hills remain undecided

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN NOVEMBER 24, 2009



More than 50 speakers packed the boardroom and the agenda Monday night at the Ottawa-Carleton District School Board meeting. Others will likely get a chance to speak Wednesday.

Photograph by:

Jean Levac, The Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

More than 50 speakers ranging from school council members to business leaders lined up Monday night to state their cases as public school board trustees ponder closing three schools.

It was a packed boardroom and a jammed agenda. Despite the fact speakers were limited to between four and 10 minutes each, not all got an opportunity to speak. It is anticipated they will get that chance at another meeting Wednesday night.

In a review released last month, board staff recommended closing Rideau High School and two Merivale-area elementary schools -- McGregor Easson and Parkwood Hills -- next September.

Trustees are to begin debating on Dec. 7 and are to make their decisions Dec. 15. Anything might happen between then and now, from closing none of the schools to identifying other schools as candidates to close instead.

In the Merivale-Baseline area, seven elementary schools were under consideration to close: McGregor Easson, Carleton Heights, Century, Parkwood Hills, Meadowlands, Sir Winston Churchill and Fielding Drive.

Last year, Carleton Heights was at 42.5 per cent of its 389-student capacity, while

McGregor Easson was at 49.3 per cent of its 210-student capacity.

Closing McGregor Easson would increase the school population of Carleton Heights and keep its programs viable.

Charles Yellen, president of the Carleton Heights and Area Residents' Association said it is devastating to lose a school in any community, but "the merger is the right decision for this community."

Parents from both schools said they welcome the amalgamation of their schools, but some wondered why board staff chose McGregor Easson as the school to close.

Although Carleton Heights is larger and easier to expand, it requires renovations and students will have to walk on busy Prince of Wales Drive to get there.

"What I find puzzling is that you want to close a well-maintained, structurally sound school and send our kids to a 'prohibitive to repair' school, one that obviously needs major repairs and renovations very soon," Stephanie Houde said.

"Is it because our parents don't speak English very well and aren't able to express themselves well in public forums?"

Meanwhile, Parkwood Hills parents said they preferred not to move their children from a single-track early French immersion school to a dual-track school at Meadowlands.

"We have no particular loyalty to the Ottawa-Carleton District School Board. But we are loyal to good educational programs," Parkwood Hills parent Marc Hinton said.

A survey of 147 Parkwood Hills students directed to Meadowlands found that 84 were not considering attending and 37 of the 152 being sent to Sir Winston Churchill were also considering not attending and moving to other boards or private schools.

Some parents wondered why a prospering school was targeted to close and were disillusioned with the consultation process.

"The perception is that children are being shuffled around just to fill empty spaces," Marc Zucker said.

Many parents believe that no school in this board should assume it is viable simply because it's successful, and that closing the school is a fait accompli, parent Ian Burgess said.

"Many of those parents are not here today. Many did not make their voices heard formally, and many of them will simply vote with their feet."

Those in the crowd also included a contingent of students from Rideau High School.

Although Rideau has a capacity of 966 students, the projected enrolment next year is only 476. The recommendation to close Rideau has stirred up questions of whether it was chosen because it is located in a low-income neighbourhood with many students in the catchment area choosing to transfer

to neighbouring high schools such as Lisgar, Gloucester and Colonel By.

In their submission, Julie Swettenham and Marilyn Read of Rideau's school council argued that Rideau is in good condition, there is high community use of its facilities, and it meets the needs of its vulnerable students. About 37 per cent of students come from low-income households, compared to a provincial average of 16.5 per cent.

Closing is not the only option, Swettenham and Read said, and they argued that "the board must show real leadership in addressing reputation issues."

Many of the speakers conceded that low enrolment at Rideau was an issue, one that might be tackled through the introduction of new programs such as world music, house building or landscaping.

Three high schools in the the Beacon Hill-Ottawa East area -- Colonel By, Rideau and Gloucester -- were under scrutiny in the review. The recommendation that Rideau be closed went against the wishes of a committee of representatives from the community and the schools that advised keeping all three high schools open.

It also appears the decision of whether to close Rideau may pit advocates of one school against another.

Although Colonel By Secondary School was not named to close, a number of presenters on the agenda pointed to the success of the school, which is the only one in the board to offer the challenging International Baccalaureate program.

There are also concerns that as debate continues, some trustees may suggest that the program be moved to the Rideau site, which is in better condition.

Katie Holzhauser, co-chair of the Colonel By school council, said in her submission that it wouldn't be easy to move the program.

"Colonel By does not support any motion that would seek to close, relocate or diminish the integrity of the school in any way."

It is estimated that closing a high school would save the school board about \$500,000 a year, while closing an elementary school would generate annual savings of between \$50,000 and \$100,000.

If schools are closed, they must first be offered for sale to other school boards at market value, followed by other government agencies if there is no interest.

- - -

Results of the review

Recommendations include:

- Close Rideau High School effective September 2010.

- Students who live in the Rideau boundary area that is also part of the York Street Public School 7 and 8 English boundary will be directed to Lisgar Collegiate for the English program and to Glebe Collegiate for immersion and extended French.

- "Out of boundary" students will be offered a one-time option to attend Gloucester or to return to their designated schools.

- Close McGregor Easson Public School for September 2010 and redirect students to Carleton Heights Public School for junior kindergarten to Grade 6 in the English stream.

- Establish a middle French-immersion program at the new amalgamated school starting with Grade 4.

- Close Parkwood Hills Public School. Students who live within the Parkwood Hills school boundary will be directed to Sir Winston Churchill Public School for junior kindergarten to Grade 6 early French immersion.

- Those who live within the Meadowlands Public School boundary will be directed to Meadowlands for early French immersion from senior kindergarten to Grade 5. Early immersion from senior kindergarten to Grade 6 will be offered at Meadowlands in 2011-2012.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen